

Objet du marché :
Réalisation de prestations graphiques pour la DIR Centre-Ouest

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Généralités

Les prestations du présent marché sont indiquées au CCTP, ainsi que leurs lieux d'exécution.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

En cas d'accord cadre à bons de commande (ACBC), chaque bon de commande (BDC) précisera :

- la référence du marché, le lot, la période et le N° d'engagement juridique (EJ) du BDC
- la quantité, le prix et le montant par catégorie / nature des produits
- les montants HT, TVA et TTC de la commande, ainsi que l'avance éventuelle
- le délai d'exécution, éventuellement avec une période de préparation, sa nature et sa durée
- les lieux d'exécution et la personne en charge de la constatation du service fait
- les conditions particulières d'exécution du marché, prioritaires sur celles énoncées au CCAP.

Les commandes seront signées par le RPA ou son délégataire.

Elles pourront être établies dès notification du marché jusqu'à l'expiration de la durée du marché indiquée à l'acte d'engagement (AE). Elles pourront s'exécuter au-delà de la durée du marché.

En cas de marché reconductible, si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer dans un délai de deux (2) mois avant la fin de la validité du marché (conformément aux stipulations figurant dans l'acte d'engagement).

1.2 Intervenants

Le maître d'oeuvre du marché désigné à l'acte d'engagement (AE) représente le pouvoir adjudicateur (RPA).

Les intervenants éventuels externes à la DIR seront précisés au titulaire après notification du marché.

Une déclaration sera établie pour l'acceptation de chaque sous-traitant éventuel.

1.3 Notifications

Les notifications et correspondances du RPA avec le titulaire sont effectuées par le maître d'oeuvre ou tout agent mandaté par lui, par échanges électroniques via la plate-forme dématérialisée de l'Etat (PLACE) ou par courriel avec accusé de réception automatique. Le titulaire accepte pour cela de recevoir les échanges sur sa boîte électronique précisée au marché, éventuellement modifiée ultérieurement.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception d'une notification, il est réputé l'avoir reçue le jour suivant la date d'envoi.

Si cela est jugé nécessaire par le maître d'oeuvre ou le titulaire, les échanges peuvent se faire par courrier postal (sans recommandé, sauf si c'est imposé par la réglementation) ou par remise en main propre (avec accusé de réception sous forme papier). Dans ce cas particulier où une décision ou information fait courir un délai en heures, une télécopie sera adressée au titulaire et celui-ci sera réputé l'avoir reçue 1 heure après l'envoi.

Les documents envoyés par courriels ne sont pas nécessairement signés. L'original est conservé par l'expéditeur. Les courriers scannés sont assimilés à des copies.

1.4 Réglementation du travail

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par l'Organisation Internationale du Travail, de communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas de sous-traitant étranger, le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

1.5 Assurances

Le RPA se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être exigé, la souscription de garanties complémentaires à celles exigées par la réglementation ou le CCAG, s'il lui apparaissait que les risques couverts par les polices d'assurance du titulaire sont insuffisants.

1.6 Prestations similaires

Le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, en application de l'article R. 2122-7 du décret 2018-1075.

1.7 **Clauses sociales et environnementales** : prescriptions particulières suivantes : dispositions écoresponsables qui seront mises en œuvre dans le cadre du marché.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ par ordre de priorité (dérogation à l'art 4-1 du CCAG)

A- Les pièces particulières sont : l'acte d'engagement (AE) signé par le titulaire et le RPA, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe sur la santé et sécurité au travail à la DIR Centre-Ouest et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont les dates de référence sont précisées à l'AE ; ainsi que les documents indiqués à l'AE ;

B- Les pièces générales sont : le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de prestations intellectuelles (PI) en vigueur au premier jour du mois précédent la date de publication sur le profil acheteur.

Seuls font foi les documents originaux du marché détenus par l'administration.

ARTICLE 3. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 **Tranches optionnelles** : Il n'y a pas d'indemnité de dédit ou d'attente.

3.2 Contenu des prix

Les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires doivent être fournis dans les 10 jours à compter de la demande du gestionnaire.

Les prix sont établis en tenant compte notamment des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix sont établis sans que soient prises en compte les sujétions d'exécution suivantes : néant.

3.3 Variation des prix

Le mode de variation des prix est précisé à l'acte d'engagement (AE), ainsi que le mois zéro (mo) à savoir le mois de la date de remise des offres (dérogation à l'article 10-1 du CCAG). **Io** représente la valeur de l'index du **mois mo**.

Prix ajustables (sans index)

Pour un marché reconductible, les prix sont fermes la première l'année. L'ajustement est proposé annuellement par le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du marché. A défaut, les prix initiaux sont reconduits pour l'année suivante. L'augmentation annuelle des prix ne pourra pas être supérieure à 1%.

3.4 Paiements

Le paiement des prestations s'effectuera sur présentation des factures. Les mentions à préciser sur celles-ci seront les suivantes :

- **Marchés uniques** :

Le N° et l'objet du marché, la date de réalisation des prestations et impérativement le n° d'EJ chorus.

- **Accords-cadres à bons de commande (ACBC)**

Le n° et l'objet du marché, la période, le lot, les références et la date du bon de commande (BDC), la date de réalisation des prestations et impérativement le n° d'engagement juridique (EJ).

Les factures devront être adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

Portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Références à mentionner impérativement sur la facture :

N° SIRET DE L'ÉTAT : 11000201100044
N° EJ sans espace

Pour les ACBC, ces références seront rappelées sur chaque bon de commande.

Les factures des marchés uniques et des ACBC pourront faire l'objet de paiements partiels. Les factures, suivant l'exécution et l'avancement des prestations, pourront être établies, après constatation totale ou partielle du service fait.

Les acomptes seront établis conformément aux stipulations prévues, soit dans l'acte d'engagement, soit au bordereau des prix. Ils pourront être établis en pourcentage en fonction de l'avancement des études.

Les ACBC pourront être soldés soit tacitement à l'issue du délai de validité du marché ou de la période, soit lorsque le montant maximum est atteint, soit par décision du RPA.

3.5 Groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, le règlement des prestations sera effectué sur un compte unique au nom des membres du groupement ou du mandataire (article 12-1-2 du CCAG).

ARTICLE 4. DÉLAIS - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Durée du marché et délais d'exécution : voir l'acte d'engagement (AE).

Les délais partiels éventuellement fixés à l'AE partent de la date fixée par l'ordre de service (OS) de démarrer l'exécution de la prestation.

4.2 Pénalités autres que celles prévues au CCAG (dérogation à l'article 16-1 du CCAG) :

- *Retard dans l'exécution des prestations* : la pénalité journalière sera de **500 €** par jour de retard.
- *Documents non fournis après exécution* : pénalité forfaitaire de **200 €** cumulable applicable sur constat unilatéral de carence du titulaire.
- Autres pénalités : néant

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Retenue de garantie : voir l'acte d'engagement.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

6.1 Définitions : sans objet

6.2 Régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché. Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché.

6.3 Désignation des tiers bénéficiant des mêmes droits que le pouvoir adjudicateur

Les tiers visés à l'article A.25.1 du CCAG sont les suivants : **néant**.

En outre, les prestataires qui seraient désignés dans le cadre de l'article 35 du CCAG bénéficieront des mêmes droits.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Conditions d'exécution

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel. Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

7.2 Déroulement de la mission : prescriptions particulières suivantes :

La DIR Centre Ouest est certifiée ISO 45001 depuis le 01/12/2023, sur son organisation en matière de Santé et de Sécurité au Travail. A ce titre, la structure place la sécurité et la santé au travail de ses agents et au cœur de ses préoccupations et de ses actions. Elle apporte également une vigilance accrue à la sécurité de l'ensemble des travailleurs (intervenants extérieurs, partenaires...) et des usagers.

Il est demandé aux entreprises partenaires d'adhérer à cette démarche d'amélioration.

Ainsi, le titulaire devra :

- respecter l'ensemble des dispositions légales en vigueur en matière de santé et sécurité au travail
- prendre connaissance de la politique de prévention de la DIR Centre-Ouest en matière d'hygiène et de sécurité
- veiller que les intervenants disposent des autorisations de conduite des engins en sécurité en adéquation avec les matériels utilisés
- disposer des autorisations de circulation à pieds sur le réseau DIR Centre-Ouest concerné par les prestations demandées
- avoir à disposition l'ensemble des Équipements de Protections Individuels en adéquation avec les prestations demandées
- s'assurer de respecter les règles d'accès aux différentes zones d'interventions après la consultation du CEI concerné
- établir, le cas échéant et avec le site concerné, un plan de prévention ou une coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), avant son intervention.

ARTICLE 8. RÉCEPTION ET GARANTIES

8.1 Admission

La constatation de service fait vaut admission des prestations.

8.2 **Garanties particulières** : sans objet

ARTICLE 9. **RÉSILIATION** : pas de prescriptions particulières

ARTICLE 10. CLAUSE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Il est fait application de l'article 5-1 et 5-2 du CCAG prestations intellectuelles 2021.

ARTICLE 11. CLAUSE DE MEDIATION

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique.

A cet effet, la médiatrice interne du Ministère de la Transition écologique, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante : mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations de la médiatrice interne et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit la médiatrice interne, notifie à l'ensemble des parties et à la médiatrice interne que la médiation est terminée ».

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Articles dérogatoires	Articles dérogés	Articles dérogatoires	Articles dérogés
CCAP 2 : priorité des pièces	4-1 du CCAG	CCAP 4-2 : pénalités	14-1 du CCAG
CCAP 3-3 variation dans les prix	10-1 du CCAG	AE 2-2 variation des prix	10-1 du CCAG